

# Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Dollard-Des Ormeaux

Code géographique : 66142

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

## **Section I - États financiers**

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Caroline Thall, atteste la véracité du rapport financier

de Dollard-Des Ormeaux pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.  
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2016-04-15

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
<b>Renseignements non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

## **Section I - États financiers**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Ville de Dollard-des-Ormeaux qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Dollard-des-Ormeaux au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Dollard-des-Ormeaux inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

[Original signé par]

Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

'CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 107797

DATE 2016-04-15

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	74 088 900	74 255 184			74 255 184	72 825 776
Compensations tenant lieu de taxes	2	730 000	877 258			877 258	799 327
Quotes-parts	3						
Transferts	4	1 007 000	1 353 621			1 353 621	1 459 581
Services rendus	5	814 100	1 094 775			1 094 775	928 156
Imposition de droits	6	2 292 000	3 208 251			3 208 251	2 609 819
Amendes et pénalités	7	800 000	906 769			906 769	920 855
Intérêts	8	650 000	921 336			921 336	1 020 835
Autres revenus	9		126 491			126 491	15 941
	10	80 382 000	82 743 685			82 743 685	80 580 290
<b>Investissement</b>							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15	767 000	230 266			230 266	(1 030)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	767 000	230 266			230 266	(1 030)
	18	81 149 000	82 973 951			82 973 951	80 579 260
<b>Charges</b>							
Administration générale	19	12 718 654	12 442 991	196 778		12 639 769	12 916 697
Sécurité publique	20	18 391 672	18 415 326	62 626		18 477 952	18 346 435
Transport	21	17 100 876	17 215 544	3 313 862		20 529 406	20 332 343
Hygiène du milieu	22	9 337 505	9 313 933	3 618 625		12 932 558	12 312 242
Santé et bien-être	23	619 577	597 301			597 301	579 492
Aménagement, urbanisme et développement	24	1 501 511	1 501 801	22 016		1 523 817	1 478 554
Loisirs et culture	25	15 012 205	16 652 060	1 874 019		18 526 079	16 205 155
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	1 728 500	1 612 568			1 612 568	1 813 237
Amortissement des immobilisations	28	8 777 790	9 087 926	( 9 087 926 )			
	29	85 188 290	86 839 450			86 839 450	83 984 155
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	(4 039 290)	(3 865 499)			(3 865 499)	(3 404 895)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(4 039 290)	(3 865 499)	(3 404 895)
Moins: revenus d'investissement	2 (	767 000 ) (	230 266 ) (	(1 030))
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(4 806 290)	(4 095 765)	(3 403 865)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4	8 777 790	9 087 926	8 919 971
Produit de cession	5		10 814	36 655
(Gain) perte sur cession	6		(10 732)	(15 941)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	8 777 790	9 088 008	8 940 685
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 690 000 ) (	3 157 000 ) (	3 345 245)
	18	(3 690 000)	(3 157 000)	(3 345 245)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (		156 232 ) (	185 213)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	300 000	300 000	
Excédent de fonctionnement affecté	21		1 000 000	
Réserves financières et fonds réservés	22	(574 500)	(483 431)	(339 180)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(7 000)	(7 000)	(7 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(281 500)	653 337	(531 393)
	26	4 806 290	6 584 345	5 064 047
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		2 488 580	1 660 182

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	767 000	230 266	(1 030)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	219 050 ) (	271 217 )
Sécurité publique	3 (	1 466 000 ) (	314 746 ) (	)
Transport	4 (	5 615 000 ) (	3 894 429 ) (	2 483 171 )
Hygiène du milieu	5 (	)	2 762 220 ) (	2 803 684 )
Santé et bien-être	6 (	)	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	21 013 ) (	7 245 )
Loisirs et culture	8 (	328 000 ) (	2 855 490 ) (	660 162 )
Réseau d'électricité	9 (	)	)	)
	10 (	7 409 000 ) (	10 066 948 ) (	6 225 479 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	11 (	)	)	)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Émission ou acquisition	12 (	6 642 000 ) (	)	)
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		3 600 000	3 536 945
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	14		156 232	185 213
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		3 666 891	1 661 151
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		1 290 705	432 567
	18		5 113 828	2 278 931
	19	(14 051 000)	(1 353 120)	(409 603)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(13 284 000)	(1 122 854)	(410 633)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Rémunération</b>	1	14 001 700	14 165 203	13 506 888
<b>Charges sociales</b>	2	4 349 500	5 331 966	5 206 507
<b>Biens et services</b>	3	13 989 800	13 623 117	13 322 057
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	874 355	796 388	872 447
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	174 845	174 845	189 098
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	679 300	641 335	751 692
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	40 848 700	40 763 312	40 065 973
Autres	10			
Autres organismes	11	599 700	1 886 904	593 004
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	8 777 790	9 087 926	8 919 971
<b>Autres</b>				
- Autres	13	892 600	368 454	556 518
-	14			
-	15			
	16	85 188 290	86 839 450	83 984 155

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	74 088 900	74 255 184	72 825 776
Compensations tenant lieu de taxes	2	730 000	877 258	799 327
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 007 000	1 353 621	1 459 581
Services rendus	5	814 100	1 094 775	928 156
Imposition de droits	6	2 292 000	3 208 251	2 609 819
Amendes et pénalités	7	800 000	906 769	920 855
Intérêts	8	650 000	921 336	1 020 835
Autres revenus	9	767 000	356 757	14 911
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	81 149 000	82 973 951	80 579 260
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	12 907 769	12 639 769	12 916 697
Sécurité publique	13	18 454 298	18 477 952	18 346 435
Transport	14	20 317 138	20 529 406	20 332 343
Hygiène du milieu	15	12 806 167	12 932 558	12 312 242
Santé et bien-être	16	619 577	597 301	579 492
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 522 078	1 523 817	1 478 554
Loisirs et culture	18	16 832 763	18 526 079	16 205 155
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	1 728 500	1 612 568	1 813 237
	21	85 188 290	86 839 450	83 984 155
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	(4 039 290)	(3 865 499)	(3 404 895)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		104 222 985	107 392 176
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(267 466)	(31 762)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		103 955 519	107 360 414
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		100 090 020	103 955 519

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(4 039 290)	(3 865 499)	(3 404 895)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	7 409 000 ) (	10 066 948 ) (	6 225 479 )
Produit de cession	3		10 814	36 655
Amortissement	4	8 777 790	9 087 926	8 919 971
(Gain) perte sur cession	5		(10 732)	(15 941)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	1 368 790	(978 940)	2 715 206
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		9 523	(243)
Variation des autres actifs non financiers	10		669 405	(855 526)
	11		678 928	(855 769)
	12	(2 670 500)	(4 165 511)	(1 545 458)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(2 670 500)	(4 165 511)	(1 545 458)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(9 055 258)	(7 478 038)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			(31 762)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(9 055 258)	(7 509 800)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		(13 220 769)	(9 055 258)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		<b>2015</b>	<b>2014</b> Redressé note 20
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	9 280 207	11 661 500
Placements temporaires	2	6 519 943	6 346 181
Débiteurs (note 5)	3	12 826 985	14 273 328
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<b>28 627 135</b>	<b>32 281 009</b>
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	8 402 523	7 449 060
Revenus reportés (note 12)	13	213 640	290 566
Dette à long terme (note 13)	14	32 129 741	32 154 641
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	1 102 000	1 442 000
	16	<b>41 847 904</b>	<b>41 336 267</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	<b>(13 220 769)</b>	<b>(9 055 258)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	18	112 369 335	111 390 395
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	137 196	137 196
Stocks de fournitures	20	463 173	472 696
Autres actifs non financiers (note 17)	21	341 085	1 010 490
	22	<b>113 310 789</b>	<b>113 010 777</b>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	<b>100 090 020</b>	<b>103 955 519</b>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
			Redressées note 20
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(3 865 499)	(3 404 895)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	9 087 926	8 919 971
Autres			
- Redressement FPTJ	3		(31 762)
- (Gain) perte sur disposition	4	(10 732)	(15 941)
	5	5 211 695	5 467 373
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 446 343	2 276 471
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	953 463	(1 655 290)
Revenus reportés	9	(76 926)	242 784
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(340 000)	720 000
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	9 523	(243)
Autres actifs non financiers	13	669 405	(855 526)
	14	7 873 503	6 195 569
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 10 066 948 )	( 6 225 479 )
Produit de cession	16	10 814	36 655
	17	(10 056 134)	(6 188 824)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22	(173 762)	(257 194)
	23	(173 762)	(257 194)
<b>Activités de financement (note 23)</b>			
Émission de dettes à long terme	24	3 600 000	3 536 945
Remboursement de la dette à long terme	25	( 3 690 000 )	( 3 853 945 )
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	65 100	(28 081)
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(24 900)	(345 081)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	31	(2 381 293)	(595 530)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>			
	32	11 661 500	12 257 030
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>			
	33	9 280 207	11 661 500

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Dollard-des-Ormeaux (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret n° 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

#### B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de dépenses sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et transactions.

#### Constataion des revenus

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés s'ils ont fait l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

#### Estimations comptables

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

La préparation des états financiers de la Ville, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des provisions établies par la direction.

Les principales estimations de la Ville se situent au niveau des provisions pour créances douteuses et de contestations de taxes, de la durée estimative des immobilisations, de certaines charges à payer, des hypothèses actuarielles reliées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs et au niveau de divers courus à payer.

### **C) Actifs financiers**

S.O.

### **D) Passifs**

#### **Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

### **E) Actifs non financiers**

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour les services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

#### *Stocks*

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

#### **Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisés au coût.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Machinerie, outillage et équipement                      5 à 25 ans

**F) Revenus de transfert**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

### G) Avantages sociaux futurs

#### Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

#### Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2008;

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

**I) Instruments financiers**

s/o

**J) Autres éléments****Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

**Affectation**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**3. Modification de méthodes comptables**

**Sites contaminés**

Le 1er janvier 2015, l'organisme a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 "Passif au titre des sites contaminés". Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucun effet sur les états financiers de l'organisme.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	2 616 119	3 256 315
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	7 833 324	7 800 579
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	257 592	1 393 398
Organismes municipaux	8	906 400	713 107
Autres			
- Droits de mutation	9	737 105	575 025
- Contraventions et autres	10	476 445	534 904
	11	12 826 985	14 273 328
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	5 420 400	5 953 400
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	5 420 400	5 953 400
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	501 793	498 409
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
<b>Note</b>			
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
<b>Note</b>			



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(1 102 000)	(1 442 000)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( )	( )
	27	<u>(1 102 000)</u>	<u>(1 442 000)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	3 427 000	3 643 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	1 228	2 422
Régimes de retraite des élus municipaux	32	44 294	46 421
	33	<u>3 472 522</u>	<u>3 691 843</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	36

**Note****10. Emprunts temporaires****11. Crédoiteurs et charges à payer**

Fournisseurs	37	2 888 885	2 502 127
Salaires et avantages sociaux	38	3 066 088	2 793 001
Dépôts et retenues de garantie	39	1 857 603	1 540 652
Provision pour contestations d'évaluation	40	180 000	100 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Intérêts courus	43	301 277	319 346
- Contingences légales	44	100 001	186 101
- Divers	45	8 669	7 833
-	46		
-	47		
	48	<u>8 402 523</u>	<u>7 449 060</u>

**Note****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50		
Autres			
- Prestation supp. CARRA	51		23 100
- Fonds parcs, terrains de jeux	52	213 640	267 466
	53	<u>213 640</u>	<u>290 566</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

					<b>2015</b>		<b>2014</b>	
<b>13. Dette à long terme</b>	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>					
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	4,55	2016	2035	54	32 195 000	32 285 000	
Obligations et billets en monnaies étrangères					55			
Gains (pertes) de change reportés					56			
					57			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58			
Organismes municipaux					59	2 604	2 604	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60			
Autres					61			
					62	32 197 604	32 287 604	
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	( 67 863 )	( 132 963 )	
					64	32 129 741	32 154 641	

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>				<u>Total 2015</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2016	65	73	3 979 000	81	90	98	3 979 000
2017	66	74	3 438 000	82	91	99	3 438 000
2018	67	75	2 986 000	83	92	100	2 986 000
2019	68	76	3 090 000	84	93	101	3 090 000
2020	69	77	3 071 000	85	94	102	3 071 000
2021 et +	70	78	15 631 000	86	95	2 604	15 633 604
	71	79	32 195 000	87	96	2 604	32 197 604
Intérêts et frais accessoires			88	( )		105	( )
	72	80	32 195 000	89	97	2 604	32 197 604

**Note**

	<u>2015</u>		<u>2014</u>	
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	107	(13 220 769)	(9 055 258)	
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108			
Autres	109			
	110	(13 220 769)	(9 055 258)	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	111	139		166		193		
Eaux usées	112	140		167		194		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	143 446 759	141	5 150 433	168	1 789 496	195	146 807 696
Autres	114		142		169		196	
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	53 134 768	144	3 193 918	171		198	56 328 686
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	3 164 776	146	103 688	173	162 198	200	3 106 266
Ameublement et équipement de bureau	119	877 282	147	192 431	174	336 867	201	732 846
Machinerie, outillage et équipement divers	120	7 022 656	148	1 426 478	175	557 813	202	7 891 321
Terrains	121	8 941 750	149		176		203	8 941 750
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>216 587 991</u>	151	<u>10 066 948</u>	178	<u>2 846 374</u>	205	<u>223 808 565</u>
Immobilisations en cours	124		152		179		206	
	125	<u>216 587 991</u>	153	<u>10 066 948</u>	180	<u>2 846 374</u>	207	<u>223 808 565</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	126		154		181		208	
Eaux usées	127		155		182		209	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	78 125 595	156	6 694 916	183	1 789 496	210	83 031 015
Autres	129		157		184		211	
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	20 571 239	159	1 395 221	186		213	21 966 460
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	2 124 628	161	359 585	188	162 198	215	2 322 015
Ameublement et équipement de bureau	134	558 786	162	108 083	189	336 867	216	330 002
Machinerie, outillage et équipement divers	135	3 817 348	163	530 121	190	557 731	217	3 789 738
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>105 197 596</u>	165	<u>9 087 926</u>	192	<u>2 846 292</u>	219	<u>111 439 230</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	138	<u>111 390 395</u>					220	<u>112 369 335</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	137 196	137 196
	234	137 196	137 196
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	137 196	137 196

**Note****17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237	341 085	1 010 490
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	341 085	1 010 490

**Note****18. Obligations contractuelles**

La Ville est engagée d'après les contrats de déblaiement de la neige, de service de collecte des déchets, de service de patrouille municipale et de services de conciergerie, échéant jusqu'en 2020 pour un montant total de 10 325 510 \$. Les versements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 3 333 729 \$ en 2016, 2 827 434 \$ en 2017, 2 708 114 \$ en 2018, 1 302 055 \$ en 2019 et 154 178 \$ en 2020.

**19. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

S/O

**b) Auto-assurance**

S/O

**c) Poursuites**

Au 31 décembre 2015, les réclamations pendantes contre la Ville s'élèvent à 11 273 768 \$. La Ville a comptabilisé une provision qu'elle a jugé adéquate.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquiescer ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit: la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel d'opérations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

---

**d) Autres**

Provision pour contestations d'évaluation

Certains contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites aux rôles pour les exercices 2011 à 2013 et au rôle 2014 à 2016. Actuellement il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 180 000 \$ a été inscrite au bilan pour pourvoir aux pertes possibles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

Au 1er janvier 2014, le solde des fonds réservés a été redressé d'un montant de 31 762 \$ (au 1er janvier 2015: 267 466 \$) afin de reclasser les revenus accumulés dans le fonds parcs et terrains de jeux dans les revenus reportés, ces sommes répondant à la définition d'un passif.

État de la situation financières

Revenus reportés	(31 762) \$
Fonds réservés	31 762 \$

**21. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par le conseil municipal.

**22. Instruments financiers**

s/o

**23. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015		2014
Encaisse	241	9 280 207		11 661 500
Découvert bancaire	242	( )	( )	( )
Placements temporaires	243	6 519 943		6 346 181
<i>Ajouter</i>				
-	244			
-	245			
-	246			
-	247			
<i>Déduire</i>				
- Placements temporaires	248	( 6 519 943 )	( 6 346 181 )	( )
-	249	( )	( )	( )
-	250	( )	( )	( )
-	251	( )	( )	( )
-	252	( )	( )	( )
-	253	( )	( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	254	9 280 207		11 661 500

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**24. Fonds local d'investissement**

2015

2014

**RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	<u>259</u>

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	<u>262</u>
Autres charges	263
	<u>264</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>265</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	(	)
	<u>271</u>		
	<u>272</u>		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	<u>276</u>		
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>277</b>		

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	<u>281</u>

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**25. Fonds local de solidarité****2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	( )	( )
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

---

**Note sur la dette à long terme**

---

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

---

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

---



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 13 767 548	15 245 859
Excédent de fonctionnement affecté	2 1 610 809	2 610 809
Réserves financières et fonds réservés	3 1 187 189	1 890 537
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ( 23 000 ) ( 30 000 )	
Financement des investissements en cours	5 (2 181 853)	(955 073)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 85 729 327	85 193 387
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 100 090 020	103 955 519
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>		
Administration municipale	9 13 767 548	15 245 859
Organismes contrôlés	10	11
	11 13 767 548	15 245 859
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Améliorations Régime pompiers	12 280 000	280 000
- Terrain Lake/Donnacona	13 1 200 000	1 200 000
- Gymnase École Des Sources	14	1 000 000
- Réserves pour élection	15 130 809	130 809
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 1 610 809	2 610 809
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 1 610 809	2 610 809
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 839 246	1 646 520
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 347 943	244 017
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 1 187 189	1 890 537
	46 1 187 189	1 890 537

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	48 ( ) ( )	( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 ( 23 000 ) ( )	( 30 000 )
Régimes non capitalisés	50 ( ) ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( ) ( )	( )
Autres	52 ( ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	53 ( ) ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 ( ) ( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 ( ) ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 ( ) ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	57 ( ) ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ( ) ( )	( )
Autres		
-	59 ( ) ( )	( )
-	60 ( ) ( )	( )
	61 ( 23 000 ) ( )	( 30 000 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 ( ) ( )	( )
Autre financement	63 ( ) ( )	( )
	64 ( 23 000 ) ( )	( 30 000 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	65 1 056 261	1 673 202
Investissements à financer	66 ( 3 238 114 ) ( )	( 2 628 275 )
	67 (2 181 853)	(955 073)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 112 369 335	111 390 395
Propriétés destinées à la revente	69 137 196	137 196
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 112 506 531	111 527 591
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 32 129 741	32 154 641
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 67 863	132 963
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 ( 5 420 400 ) ( )	( 5 953 400 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 ( ) ( )	( )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 ( ) ( )	( )
	79 26 777 204	26 334 204
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 26 777 204	26 334 204
	82 85 729 327	85 193 387

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>          </u>	3 <u>          </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Dollard-des-Ormeaux est de type à prestations déterminées. La rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen moins 1,8 % de la rente payable par le Régime des rentes du Québec, pour chaque année de service reconnu avant le 1er janvier 1993 et à 2 % du salaire final moyen pour chaque année de service reconnu à compter du 1er janvier 1993. Le salaire final moyen correspond à la moyenne des salaires annuels des cinq années consécutives de service reconnu au cours desquelles le salaire fut le plus élevé. La rente de retraite est payable sans réduction à compter de l'âge de 60 ans.

Le montant de la rente servie est ajusté annuellement selon l'indice des rentes des années précédentes. L'indexation est égale à l'excédent (maximum de 4 %) du taux de rendement moyen, net de frais de gestion et autres frais d'administration, réalisé par la caisse pour les 3 exercices financiers précédents et 7 %.

La dernière évaluation actuarielle du Régime était au 31 décembre 2013.

**La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015.

**Application de la Loi au régime de la Ville**

La Ville participe à un régime de retraite qui est visé par la Loi qui fait l'objet du processus de négociations depuis février 2015. À moins d'entente différente à cet effet, la Loi prévoit que les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation s'appliquent à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur). À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune entente n'a été conclue.

Les incidences du partage du déficit des participants retraités n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015. Ce partage dépend notamment d'une décision future de la Ville et de la situation financière du régime en date du 31 décembre 2015. À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune décision n'a été prise à cet égard.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (1 442 000)	(722 000)
Charge de l'exercice	5 ( 3 427 000 )	( 3 643 000 )
Cotisations versées par l'employeur	6 3 767 000	2 923 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(1 102 000)</u>	<u>(1 442 000)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 54 940 000	49 846 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( <u>65 540 000</u> )	( <u>59 332 000</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (10 600 000)	(9 486 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>9 498 000</u>	<u>8 044 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (1 102 000)	(1 442 000)
Provision pour moins-value	13 ( <u>                    </u> )	( <u>                    </u> )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(1 102 000)</u>	<u>(1 442 000)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 54 940 000	49 846 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( <u>65 540 000</u> )	( <u>59 332 000</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( <u>10 600 000</u> )	( <u>9 486 000</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 410 000	2 367 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>                    </u>	<u>(3 357 000)</u>
	21 2 410 000	(990 000)
Cotisations salariales des employés	22 ( 682 000 )	( 646 000 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( <u>                    </u> )	( <u>                    </u> )
	24 1 728 000	(1 636 000)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 1 063 000	1 182 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 <u>                    </u>	<u>3 357 000</u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 <u>                    </u>	<u>                    </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 <u>                    </u>	<u>                    </u>
Variation de la provision pour moins-value	29 <u>                    </u>	<u>                    </u>
Autres	30 <u>                    </u>	<u>                    </u>
-	31 <u>                    </u>	<u>                    </u>
-	32 <u>2 791 000</u>	<u>2 903 000</u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33 <u>3 396 000</u>	<u>3 170 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 ( <u>2 760 000</u> )	( <u>2 430 000</u> )
Rendement espéré des actifs	35 <u>636 000</u>	<u>740 000</u>
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36 <u>3 427 000</u>	<u>3 643 000</u>
Charge de l'exercice		

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 3 509 000	3 271 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 2 760 000 )	( 2 430 000 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 749 000	841 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (3 266 000)	3 911 000
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (2 900 000)	(3 007 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 57 239 000	53 397 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44 380 000	365 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 141 000	74 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,45 %	5,45 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,45 %	5,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 1,10 %	1,10 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2015	2014
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	59 ( )	( )
Charge de l'exercice	60 ( )	( )
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ( )	( )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ( )	( )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ( )	( )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	( )	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	91	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 93	<u>1 228</u>	<u>2 422</u>

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94  Oui  
 95  Non

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<u>5</u>	<u>6</u>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 97	<u>5 239</u>	<u>6 451</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 98	17 655	21 739
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	<u>26 639</u>	<u>24 682</u>
100	<u>44 294</u>	<u>46 421</u>

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	32 197 604
---------------------	---	------------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	3 238 114
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	347 943
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	5 420 400
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	679 897
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	28 987 478
---	----	------------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés**

Endettement net à long terme	16	28 987 478
------------------------------	----	------------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	351 386
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

---

Endettement total net à long terme	20	29 338 864
------------------------------------	----	------------

---

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	39 413 000
---	----	------------

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	68 751 864
---	----	------------

---

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

---

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--



---

## **RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	69 330 900	69 487 207	67 735 128
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	69 330 900	69 487 207	67 735 128
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	3 472 000	3 482 668	3 474 958
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	1 286 000	1 285 309	1 615 690
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	4 758 000	4 767 977	5 090 648
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	4 758 000	4 767 977	5 090 648
	26	74 088 900	74 255 184	72 825 776

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	730 000	799 327
	35	730 000	799 327
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	730 000	799 327
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	730 000	799 327

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	52	242 216	360 672
<b>Sécurité publique</b>			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	57		
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	489 009	479 858
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	890 000	496 449
Tri et conditionnement	73		494 221
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	86	10 000	4 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	107 000	120 947
Autres	88	1 000	9 386
<b>Réseau d'électricité</b>	89		
	90	1 007 000	1 353 621
		1 353 621	1 459 581

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	91		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
<b>Réseau d'électricité</b>	128		
	129		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		
	138		
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139      1 007 000	1 353 621	1 459 581

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144	45 000	26 596
Sécurité incendie	145	45 000	26 596
Sécurité civile	146		
Autres	147	45 000	41 358
	148	135 000	94 550
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	135 000	94 550
			133 888

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	13 500	101 673	59 916
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184	10 000	183 501	61 024
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190		17 483	
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	655 600	697 568	673 328
Réseau d'électricité	194			
	195	679 100	1 000 225	794 268
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	814 100	1 094 775	928 156
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	92 000	155 323	118 426
Droits de mutation immobilière	198	2 200 000	3 052 928	2 491 393
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	2 292 000	3 208 251	2 609 819
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	800 000	906 769	920 855
<b>INTÉRÊTS</b>	203	650 000	921 336	1 020 835
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		10 732	15 941
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211	767 000	346 025	(1 030)
	212	767 000	356 757	14 911



**ANALYSE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	482 823	500 820		500 820	476 773
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	3 904 237	3 954 235		3 954 235	3 834 007
Greffe	4	357 545	385 639		385 639	363 255
Évaluation	5	323 018	323 018		323 018	289 744
Gestion du personnel	6	496 523	483 403		483 403	519 787
Autres	7	7 154 508	6 795 876	196 778	6 992 654	7 433 131
	8	12 718 654	12 442 991	196 778	12 639 769	12 916 697
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	10 794 486	10 794 484		10 794 484	10 776 387
Sécurité incendie	10	5 995 359	5 995 358	20 308	6 015 666	5 909 445
Sécurité civile	11	31 297	30 208		30 208	25 702
Autres	12	1 570 530	1 595 276	42 318	1 637 594	1 634 901
	13	18 391 672	18 415 326	62 626	18 477 952	18 346 435
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	4 180 323	4 174 021	1 491 238	5 665 259	5 691 447
Enlèvement de la neige	15	3 320 012	3 388 874	1 491 238	4 880 112	4 902 816
Éclairage des rues	16	701 088	758 860	165 693	924 553	732 316
Circulation et stationnement	17	437 088	431 424	165 693	597 117	429 366
Transport collectif						
Transport en commun	18	8 277 784	8 277 784		8 277 784	7 631 093
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	184 581	184 581		184 581	945 305
	22	17 100 876	17 215 544	3 313 862	20 529 406	20 332 343

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 304 500	1 251 724		1 251 724	1 216 003
Réseau de distribution de l'eau potable	24	3 717 628	3 850 684	1 613 976	5 464 660	5 148 321
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	551 608	581 835	1 882 644	2 464 479	2 354 424
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 614 044	1 536 863		1 536 863	1 489 997
Élimination	28	642 936	647 848		647 848	724 211
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	928 197	866 387	122 005	988 392	890 561
Tri et conditionnement	30	496 951	496 951		496 951	404 944
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					83 781
Autres	39	81 641	81 641		81 641	
	40	9 337 505	9 313 933	3 618 625	12 932 558	12 312 242
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	501 072	481 772		481 772	485 081
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	118 505	115 529		115 529	94 411
	44	619 577	597 301		597 301	579 492
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 050 705	1 050 995	22 016	1 073 011	1 056 156
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	88 741	88 741		88 741	94 254
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50	354 965	354 965		354 965	324 653
Autres	51	7 100	7 100		7 100	3 491
	52	1 501 511	1 501 801	22 016	1 523 817	1 478 554

**ANALYSE DES CHARGES (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>Non audité</b>						
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	452 882	502 417	269 183	771 600	712 182
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 470 092	1 484 126	269 183	1 753 309	1 720 863
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 680 052	1 733 946	269 183	2 003 129	1 970 907
Parcs et terrains de jeux	56	5 792 920	6 043 153	626 940	6 670 093	6 061 847
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	983 909	1 986 295		1 986 295	967 445
	60	10 379 855	11 749 937	1 434 489	13 184 426	11 433 244
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	897 181	1 049 592	269 183	1 318 775	898 424
Bibliothèques	62	2 634 777	2 752 139	170 347	2 922 486	2 850 655
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	1 100 392	1 100 392		1 100 392	1 022 832
	66	4 632 350	4 902 123	439 530	5 341 653	4 771 911
	67	15 012 205	16 652 060	1 874 019	18 526 079	16 205 155
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
	68					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	924 200	906 133		906 133	996 445
Autres frais	70	125 000	65 100		65 100	65 100
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	576 900	636 000		636 000	740 000
Autres	72	102 400	5 335		5 335	11 692
	73	1 728 500	1 612 568		1 612 568	1 813 237
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>						
	74	8 777 790	9 087 926	( 9 087 926 )		

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de Ville de Dollard-des-Ormeaux (ci-après «la Ville»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

*Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel*

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

*Observations*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

[Original signé par]

Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

'CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 107797

DATE 2016-04-15

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

---

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		74 255 184
<b>Ajouter</b>			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
<b>Déduire</b>			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
<b>Revenus de taxes</b>	11		<hr/> <b>74 255 184</b>



**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes		1	74 255 184
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>		4	<u>74 255 184</u>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	11 665 960	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10 <u>11 665 960</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>		11	<u>62 589 224</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 1 <sup>er</sup> janvier 2015 <sup>2</sup>	1	<u>5 864 596 285</u>
Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 31 décembre 2015 <sup>2</sup>	2	<u>5 877 425 585</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>5 871 010 935</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL <sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>62 589 224</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>5 871 010 935</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2015</b>	6	1   ,   0   6   6   1   / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES <sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 <sup>er</sup> janvier 2015 <sup>2</sup>	7	<u>6 184 771 102</u>
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 <sup>2</sup>	8	<u>6 189 126 702</u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	<u>6 186 948 902</u>

---

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 345 000	2 762 220	2 803 684
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	500 000		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 560 000	2 056 739	1 574 097
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 000 000		
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10		331 473	249 359
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 726 000	691 317	
Édifices communautaires et récréatifs	14	278 000	2 502 601	910 106
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		103 688	25 927
Ameublement et équipement de bureau	18		192 432	50 276
Machinerie, outillage et équipement divers	19		1 426 478	612 030
Terrains	20			
Autres	21			
	22	7 409 000	10 066 948	6 225 479

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		2 762 220	2 803 684
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		2 388 212	1 823 456
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		4 916 516	1 598 339
	34		10 066 948	6 225 479

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	32 285 000	3 600 000	3 690 000	32 195 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4	2 604			2 604
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	32 287 604	3 600 000	3 690 000	32 197 604
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	244 017	103 926		347 943
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	10 284 752	500 000	1 776 901	9 007 851
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	15 805 435	2 996 074	1 380 099	17 421 410
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	26 334 204	3 600 000	3 157 000	26 777 204
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	5 953 400		533 000	5 420 400
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	5 953 400		533 000	5 420 400
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	5 953 400		533 000	5 420 400
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	5 953 400		533 000	5 420 400
	26	32 287 604	3 600 000	3 690 000	32 197 604
Dettes en cours de refinancement	27	(            )		(            )	
Reclassement / Redressement	28				
	29	32 287 604	3 600 000	3 690 000	32 197 604

**Note**

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	323 018	323 018	289 744
Autres	3	6 529 984	6 524 490	6 922 393
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	10 794 486	10 794 484	10 776 387
Sécurité incendie	5	5 995 359	5 995 358	5 889 137
Sécurité civile	6	28 397	28 397	24 436
Autres	7	269 985	270 069	278 301
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8	447 897	447 862	413 451
Transport collectif	9	8 277 784	8 277 783	7 631 093
Autres	10	184 582	184 582	150 109
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	4 143 900	4 086 237	3 987 081
Matières résiduelles	12	1 118 140	1 118 140	1 103 122
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	81 642	81 642	83 781
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	501 072	481 772	485 081
Autres	17	118 505	115 529	94 411
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	74 543	74 543	94 254
Rénovation urbaine	19	88 741	88 741	94 254
Promotion et développement économique	20	354 965	354 965	324 653
Autres	21	7 099	7 099	3 491
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	408 210	408 210	397 962
Activités culturelles	23	1 100 391	1 100 391	1 022 832
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	40 848 700	40 763 312	40 065 973

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	50,00	35,00	4 029 296	1 669 764	5 699 060
Professionnels	2					
Cols blancs	3	57,00	35,00	3 138 382	1 159 574	4 297 956
Cols bleus	4	125,00	36,00	6 709 168	2 436 892	9 146 060
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	232,00		13 876 846	5 266 230	19 143 076
Élus	9	9,00		288 357	65 736	354 093
	10	241,00		14 165 203	5 331 966	19 497 169

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	1 353 621				1 353 621
	17	1 353 621				1 353 621

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
<b>Administration générale</b>													
Application de la loi	1		27		53		79		105			131	
Évaluation	2	323 018	28		54	323 018	80		106		323 018	132	
Autres	3	12 119 973	29	196 778	55	12 316 751	81	101 673	107		12 215 078	133	724 223
	4	12 442 991	30	196 778	56	12 639 769	82	101 673	108		12 538 096	134	724 223
<b>Sécurité publique</b>													
Police	5	10 794 484	31		57	10 794 484	83	26 596	109		10 767 888	135	
Sécurité incendie	6	5 995 358	32	20 308	58	6 015 666	84	26 596	110		5 989 070	136	
Sécurité civile	7	30 208	33		59	30 208	85		111		30 208	137	
Autres	8	1 595 276	34	42 318	60	1 637 594	86	41 358	112		1 596 236	138	
	9	18 415 326	35	62 626	61	18 477 952	87	94 550	113		18 383 402	139	
<b>Transport</b>													
Réseau routier													
Voirie municipale	10	4 174 021	36	1 491 238	62	5 665 259	88	183 501	114		5 481 758	140	200 091
Enlèvement de la neige	11	3 388 874	37	1 491 238	63	4 880 112	89		115		4 880 112	141	200 091
Autres	12	1 190 284	38	331 386	64	1 521 670	90		116		1 521 670	142	44 464
Transport collectif	13	8 277 784	39		65	8 277 784	91		117		8 277 784	143	
Autres	14	184 581	40		66	184 581	92		118		184 581	144	
	15	17 215 544	41	3 313 862	67	20 529 406	93	183 501	119		20 345 905	145	444 646
<b>Hygiène du milieu</b>													
Eau et égout													
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 251 724	42		68	1 251 724	94		120		1 251 724	146	
Réseau de distribution de l'eau potable	17	3 850 684	43	1 613 976	69	5 464 660	95		121		5 464 660	147	120 364
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122			148	
Réseaux d'égout	19	581 835	45	1 882 644	71	2 464 479	97		123		2 464 479	149	22 964
Matières résiduelles													
Déchets domestiques et assimilés	20	2 184 711	46		72	2 184 711	98		124		2 184 711	150	
Matières recyclables	21	1 363 338	47	122 005	73	1 485 343	99	17 483	125		1 467 860	151	
Autres	22		48		74		100		126			152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127			153	
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128			154	
Autres	25	81 641	51		77	81 641	103		129		81 641	155	
	26	9 313 933	52	3 618 625	78	12 932 558	104	17 483	130		12 915 075	156	143 328



**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
<b>Santé et bien-être</b>													
Logement social	157	481 772	172		187	481 772	202		217		481 772	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233	
Autres	159	115 529	174		189	115 529	204		219		115 529	234	
	160	597 301	175		190	597 301	205		220		597 301	235	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>													
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 050 995	176	22 016	191	1 073 011	206		221		1 073 011	236	
Rénovation urbaine	162	88 741	177		192	88 741	207		222		88 741	237	
Promotion et développement économique	163	354 965	178		193	354 965	208		223		354 965	238	
Autres	164	7 100	179		194	7 100	209		224		7 100	239	
	165	1 501 801	180	22 016	195	1 523 817	210		225		1 523 817	240	
<b>Loisirs et culture</b>													
Activités récréatives	166	11 749 937	181	1 434 489	196	13 184 426	211	652 006	226		12 532 420	241	295 969
Activités culturelles													
Bibliothèques	167	2 752 139	182	170 347	197	2 922 486	212	45 562	227		2 876 924	242	1 100
Autres	168	2 149 984	183	269 183	198	2 419 167	213		228		2 419 167	243	3 302
	169	16 652 060	184	1 874 019	199	18 526 079	214	697 568	229		17 828 511	244	300 371
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230			245	
	171	76 138 956	186	9 087 926	201	85 226 882	216	1 094 775	231		84 132 107	246	1 612 568

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	10 017 232	6 179 145
<b>Frais de financement</b>	4	49 716	46 334
<b>Autres</b>	5		
	6	10 066 948	6 225 479

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		2015	2014
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	15 245 859	16 246 828
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	15 245 859	16 246 828
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 488 580	1 660 182
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(300 000)	
Activités d'investissement	6	(3 666 891)	(1 661 151)
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8		(1 000 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(1 478 311)	(1 000 969)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	13 767 548	15 245 859
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	2 610 809	2 610 809
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	2 610 809	2 610 809
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 000 000)	
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(1 000 000)	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	1 610 809	2 610 809
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	2 158 003	823 285
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(267 466)	(31 762)
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 890 537	791 523
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	483 431	339 180
Activités d'investissement	27	(1 290 705)	(432 567)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		1 000 000
Financement des investissements en cours	29	103 926	192 401
	30	(703 348)	1 099 014
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	1 187 189	1 890 537

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	2015	2014
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( 30 000 )	( 37 000 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( 30 000 )	( 37 000 )
<b>Augmentation de l'exercice</b>		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ( )	( )
Autres	37 ( )	( )
Régimes non capitalisés	38 ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ( )	( )
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ( )	( )
Autres	43 ( )	( )
	44 ( )	( )
	45 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ( )	( )
Autre financement	47 ( )	( )
	48 ( )	( )
<b>Diminution de l'exercice</b>		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49 7 000	7 000
	50	
	51 7 000	7 000
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>52 ( 23 000 )</b>	<b>( 30 000 )</b>
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	53 (955 073)	(352 039)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (955 073)	(352 039)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56 (1 122 854)	(410 633)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58 (103 926)	(192 401)
	59 (1 226 780)	(603 034)
	60 (2 181 853)	(955 073)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>61 (2 181 853)</b>	<b>(955 073)</b>
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Solde au début de l'exercice	62 85 193 387	88 100 293
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 85 193 387	88 100 293
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 535 940	(2 906 906)
	67 85 729 327	85 193 387
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>68 85 729 327</b>	<b>85 193 387</b>

**FONDS DE ROULEMENT  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>3 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>3 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>3 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre			
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement						
Montant non réservé	1	2	3	4	5 ( )	6	7			
Montant réservé pour le service de la dette	8	244 017	9	10	11	103 926	12 ( )	13	14	347 943
	15	244 017	16	17	18	103 926	19 ( )	20	21	347 943

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 9   7   6   0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 9   8   1   0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 3 , □ 5   7   3   0 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 9   5   2   0 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$



**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	2 2 0 , 0 0	\$
Égout	2	,	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	,	\$
Matières résiduelles	5	,	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Eau -plus de 2 logements et condos	155,0000	4	
Eau - piscines - immeubles appartements	300,0000	4	
Eau - piscines publiques	600,0000	4	
Eau - résidences pour personnes âgées	70,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	_____	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____	22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
<b>Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement</b>			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 12001, boulevard De Salaberry  
 (no) (rue)  
 Dollard-des-Ormeaux H9B 2A7  
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 684-1010  
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 684-1273  
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel ville@ddo.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Caroline Thall

Téléphone (514) 684-9391  
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 684-1273  
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel cthall@ddo.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue St-Charles, bureau 102  
 (no) (rue)  
 Vaudreuil-Dorion J7V 2N6  
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202  
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780  
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
 (no) (rue)  
 \_\_\_\_\_  
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1 .....  
.....

Facteur comparatif

2 .....  
.....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Caroline Thall , atteste que le rapport financier de Dollard-Des Ormeaux pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-27 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Dollard-Des Ormeaux .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Dollard-Des Ormeaux consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Dollard-Des Ormeaux détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (3 865 499) \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,0661 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-20 16:01:31

Date de transmission au Ministère : 2016/04/27

# Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

*Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.*

Nom : Dollard-Des Ormeaux

**Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
Fonctionnement	1	80 382 000	82 743 685	80 580 290
Investissement	2	767 000	230 266	(1 030)
	3	81 149 000	82 973 951	80 579 260
<b>Charges</b>	4	85 188 290	86 839 450	83 984 155
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	(4 039 290)	(3 865 499)	(3 404 895)
Moins : revenus d'investissement	6	( 767 000 )	( 230 266 )	( 1 030 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	(4 806 290)	(4 095 765)	(3 403 865)
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>				
Amortissement des immobilisations	8	8 777 790	9 087 926	8 919 971
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10	( 3 690 000 )	( 3 157 000 )	( 3 345 245 )
Affectations				
Activités d'investissement	11	( )	( 156 232 )	( 185 213 )
Excédent (déficit) accumulé	12	(281 500)	809 569	(346 180)
Autres éléments de conciliation	13		82	20 714
	14	4 806 290	6 584 345	5 064 047
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15		2 488 580	1 660 182

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15



**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>Actifs financiers</b>			
Débiteurs	1	12 826 985	14 273 328
Autres	2	15 800 150	18 007 681
	3	28 627 135	32 281 009
<b>Passifs</b>			
Dette à long terme	4	32 129 741	32 154 641
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	1 102 000	1 442 000
Autres	6	8 616 163	7 739 626
	7	41 847 904	41 336 267
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	8	(13 220 769)	(9 055 258)
<b>Actifs non financiers</b>			
Immobilisations	9	112 369 335	111 390 395
Autres	10	941 454	1 620 382
	11	113 310 789	113 010 777
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	12	100 090 020	103 955 519

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	13 767 548	15 245 859
Excédent de fonctionnement affecté			
- Améliorations Régime pompiers	14	280 000	280 000
- Terrain Lake/Donnacona	15	1 200 000	1 200 000
- Gymnase École Des Sources	16		1 000 000
- Réserves pour élection	17	130 809	130 809
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	1 610 809	2 610 809
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	1 187 189	1 890 537
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	( 23 000 )	( 30 000 )
Financement des investissements en cours	27	(2 181 853)	(955 073)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	85 729 327	85 193 387
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	100 090 020	103 955 519

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	1	74 088 900	74 255 184	72 825 776
Compensations tenant lieu de taxes	2	730 000	877 258	799 327
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 007 000	1 353 621	1 459 581
Services rendus	5	814 100	1 094 775	928 156
Autres	6	3 742 000	5 162 847	4 567 450
	7	80 382 000	82 743 685	80 580 290
<b>Investissement</b>				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10			
Autres	11	767 000	230 266	(1 030)
	12	767 000	230 266	(1 030)
	13	81 149 000	82 973 951	80 579 260

*Extrait du rapport financier, page S14*

**SOMMAIRE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	323 018	323 018		289 744
Autres	2	12 395 636	12 119 973	196 778	12 626 953
Sécurité publique					
Police	3	10 794 486	10 794 484		10 776 387
Sécurité incendie	4	5 995 359	5 995 358	20 308	5 909 445
Autres	5	1 601 827	1 625 484	42 318	1 660 603
Transport					
Réseau routier	6	8 638 511	8 753 179	3 313 862	11 755 945
Transport collectif	7	8 277 784	8 277 784		7 631 093
Autres	8	184 581	184 581		945 305
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	5 573 736	5 684 243	3 496 620	8 718 748
Matières résiduelles	10	3 682 128	3 548 049	122 005	3 509 713
Autres	11	81 641	81 641		83 781
Santé et bien-être	12	619 577	597 301		579 492
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	1 050 705	1 050 995	22 016	1 056 156
Promotion et développement économique	14	354 965	354 965		324 653
Autres	15	95 841	95 841		97 745
Loisirs et culture	16	15 012 205	16 652 060	1 874 019	16 205 155
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	1 728 500	1 612 568		1 813 237
Amortissement des immobilisations	19	8 777 790	9 087 926	( 9 087 926 )	
	20	85 188 290	86 839 450		83 984 155

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3